

Ceci est un extrait de mon rapport de stage à *Opération Oasis Sahéliens (OOS)* réalisé en mars-avril 2001

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix en Provence - département d'ethnologie, septembre 2001

C'est écrit dans un cadre scolaire (et avec un certain dégoût pour ce cadre), et il y a beaucoup de choses que je n'écrirai plus de la même façon ni avec le même enthousiasme. Mais cela exprime ma pensée de l'action en Afrique à une époque d'intense activité des *Amis de Tokabangou*. Aujourd'hui, si je serais moins enthousiaste sur certains points, je serais peut-être plus radical sur d'autres, notamment en ce qui concerne la remise en cause de l'aide comme un palliatif au système et à l'Etat.

Bonne lecture.

Yoram

REFLEXIONS SUR LE SENS DE L'INTERVENTION EN AFRIQUE

1. Agir bien ou ne pas agir

Mes interventions au sein de l'effectif d'OOS et, plus largement ma longue présence active en région sahélienne m'ont permis d'affiner certains de mes points de vue et ont confirmé quelques convictions. Les enseignements que j'ai pu tirer de plus de deux ans de relation de partenariat avec les ONG et les paysans burkinabé sont plus ou moins directement mis en pratique dans les actions de l'association Les Amis de Tokabangou qu'il est maintenant temps de présenter.

L'association s'est constituée fin 1999 entre un ensemble de gens qui ont connu et aimé le village de Tokabangou, en majorité à l'occasion du chantier de reboisement organisé par OOS chaque année. Le but est avant tout de "maintenir les liens d'amitié" avec les villageois, en organisant des actions de "développement intelligent articulé à des activités de réflexion et de recherche". La réflexion a donc toujours été le premier pilier de l'action. Le deuxième pilier exprimé par les statuts est l'amitié. Nous considérons en effet depuis le départ qu'elle est un facteur important dans la réussite des projets. Elle implique une écoute attentive des valeurs et des aspirations des gens, et conduit à une certaine empathie. Par là, elle réduit considérablement le risque de se tromper, ce qui pourrait être très grave.

Face au fait que les pays occidentaux, *France en tête*, laissent le Sahel mourir à petit feu, on ne peut pas rester indifférent, ni même inactif. Mais mal agir peut être bien pire que ne pas agir, cela peut avoir des effets nocifs irrémédiables. Ce terrible postulat impose naturellement une prudence de tous les instants et une personne raisonnable se trouve en permanence prise entre deux options : agir ou, dans le doute, s'abstenir. On sait depuis longtemps que le statut quo n'existe pas au Sahel — le désert et le capitalisme central ne connaissent pas le statut quo, il gagnent sans cesse du terrain et balaient tout sur leur passage, les champs de mil, la petite paysannerie, la santé des enfants... —, et miser dessus serait suicidaire. Face au désert et à la misère, si on n'essaie pas d'avancer, on reculera forcément ("La Révolution est comme un bicyclette ; quand elle n'avance pas, elle tombe" aurait déclaré Che Guevara !). Mais quand on a choisi d'agir, on est condamné à réussir, au risque d'accélérer les fléaux qu'on cherche à combattre.

Il m'a été donné d'observer, y compris pendant mon stage, des pratiques malsaines, voire nocives, qui sont très souvent le fait de grosses ONG devenues des éléphants blancs incontrôlables et inefficaces, ou de coopérants directement rattachés à leur gouvernement. Cette histoire se passe au village de Gangani au mois de mars dernier, à une période où les hommes n'ont rien à faire que goûter au temps qui passe à travers la succession des prières et des siestes, le mouvement des théières et des pilons des femmes. Peu après le lever du soleil, un gros camion-benne sort de l'épais nuage de poussière que l'on avait vu monter à l'horizon depuis quelques minutes. A la vue du nuage de poussière, aucun des hommes présents sous l'arbre ne présente le moindre signe d'affolement, ils ont l'habitude. Juste quelques mots sont échangés en Tamashek. Je cours chercher Djibey pour qu'il m'explique. C'est un camion affrété par une ONG sous tutelle de la coopération néerlandaise basée à Gorom. On a des sous, on ne sait pas bien quoi en faire... Il faut pourtant bien en dépenser un peu, alors on va louer un camion avec chauffeur pour aller construire des diguettes dans les champs, c'est une technique qui a fait ses preuves contre la dégradation des sols. Le camion s'arrête devant la maison du chef, un homme — noir — en descend et parle au chef. Une théière est aussitôt amenée pour lui et en moins d'une demi-heure une quarantaine d'hommes tirés de leur torpeur ont pris place comme ils ont pu dans la benne, avec la même résignation que leurs parents réquisitionnés pour les travaux forcés ou l'esclavage. L'engin démarre et disparaît dans la poussière. Ils sont partis à 5 kms à l'est pour ramasser d'énormes blocs de pierre et les transporteront jusque dans les champs où ils les disposeront en tas. Douze heures de travail et trois chargements par jour pendant trois jours. L'ONG assure le transport des rochers mais pas la construction des diguettes qui devra être faite par les paysans avec les quelques explications techniques qu'on leur donnera. Elle assure encore moins le suivi de ses propres actions. Évidemment, les paysans de Gangani n'ont jamais rien réalisé d'opérateur dans leurs champs et les tas de cailloux ne retiennent ni l'eau ni les sols. " De toute façon, dit Djibey, les diguettes ne servent plus à rien ici. Ca marche sur le plateau Mossi, mais ici c'est trop tard. " La couche superficielle du sol est composé à 100% de silice, il n'y a plus rien à retenir. Le camion reviendra peut-être dans trois ou quatre mois, et c'est là la seule relation que les coopérants entretiennent avec les villageois qui servent de main-d'œuvre à des travaux très loin de leurs préoccupations et dont ils n'ont même pas perçu l'intérêt — en l'occurrence, il n'y en a pas.¹

Le véritable intérêt de l'aide apportée par ce type d'ONG est, pour les coopérants, de dépenser le budget afin de le justifier. Son effet sur les populations est ravageur. Loin de les aider, elle est un véritable poison qui renforce la passivité des paysans placés dans une situation d'assistanat et d'attente. Ils attendent qu'un agent vienne de l'extérieur pour les aider en leur disant ce qu'ils doivent faire, et n'ont aucune capacité d'initiative. " Il faut arrêter l'aide, dit très justement Sibiri. Ces types-là sont capables de te détruire des années de travail en quelques heures, simplement parce qu'ils ont trop de moyens. Nous, on lutte au quotidien pour réveiller ces paysans et les rendre autonomes, et eux, ils arrivent avec leurs gros sabots et disent " il faut faire ci, il faut faire comme ça " ". Au Sahel, on peut le vérifier tous les jours, " l'aide publique au développement fonctionne en fait comme une aide secrète au contre-développement " (Verschave, 2000 : 26).

L'action des *Amis de Tokabangou* consiste essentiellement à réparer les dégâts causés par ces grosses machines sur l'esprit d'initiative des villageois. Nous avons ainsi relancé des activités de savonnerie

¹ Dans ses réflexions, René Dumont rapporte déjà un exemple exactement semblable datant du début des années 60 : " Après l'indépendance, la CEE a financé sur 100 000 hectares au Yatenga [province du Nord-Ouest du Burkina Faso] l'exécution de larges banquettes [anti-érosives] réalisées à grand renfort de bulldozers, sans avoir prévenu la majorité des paysans. Bien entendu, ceux-ci n'ont pas tardé à démolir ces saignées qui les gênaient et leur semblaient inutiles ". Il en conclut tout naturellement et fort justement que " rien de sérieux ne peut-être fait tant que les paysans n'auront pas le pouvoir de décider et qu'ils seront cantonnés au rôle d'exécutants " "(Dumont, 1989 : 60)

et d'apiculture en appuyant des personnes qui avaient été formées dans ces deux domaines par des allemands, puis laissées à leur propre sort. Nous avons créé ces activités en les appuyant en matériel mais surtout en leur faisant saisir l'intérêt, qui est d'aller vendre la marchandise sur les marchés voisins, ce qui permet de réinvestir si besoin est, dans du nouveau matériel et d'être autonomes, et enfin en assurant le suivi de ces activités (d'abord directement, puis par l'intermédiaire d'OOS). L'esprit d'initiative a été relancé chez les femmes qui ont créé de nouvelles recettes de savon et souhaitent de nouvelles formations.

Bien plus que de l'aide, c'est de la lutte que nous entendons faire. " Garder le Sahel vivant " (devise d'AdT). Cela ne se fera pas en assénant aux peuples la supériorité technique et économique des occidentaux, nous n'avons que notre énergie à leur communiquer, pour qu'ils puissent atteindre l'autonomie et nous rendre inutiles. Il n'y a pas d'autre alternative que *lutter* avec les paysans contre tout ce qui mène le Sahel à sa mort : le désert, l'exode rural, la famine organisée par des commerçants spéculant sur les céréales et la désresponsabilisation des paysans organisée par tous les pouvoirs successifs, coloniaux puis néo-coloniaux. Face à cela, AdT a choisi dès le départ de porter son appui en priorité à des initiatives (banque de céréales, dispensaire, initiatives individuelles menant à la création d'activités économiques au village) émanant de la population, ce qui reste le meilleur moyen de l'impliquer et de la responsabiliser.

2. Réponse politique à un problème politique

" Toutes sortes d'entraves ont permis de saboter le développement productif. La déliquescence de l'Etat et le sabotage du développement, l'accumulation de la dette, le boom démographique, plus les effets de la sécheresse et de la désertification, tous ces éléments et quelques autres ont aggravé la crise économique dans les néo-colonies francophones "(Verschave, 2000 : 18). De tous ces éléments, il en est un, la déliquescence de l'Etat, qui pourrait être retourné et utilisé pour laisser place à des micro-projets de développement locaux, participatifs et concertés, si cette déliquescence n'était pas accompagnée du sabotage de ce développement porté par les peuples, comme c'est le cas à des degrés divers dans toute l'Afrique francophone. Nous avons plus haut narré un bel exemple de sabotage. Il semble néanmoins que cette méthode de micro-projets soit la plus avantageuse dans la lutte pour un mieux-être — matériel et culturel — des peuples, dans la mesure où elle emprunte les voies les plus en marge des plaies qui pèsent sur les " néo-colonies ", c'est-à-dire en marge des organes du contre-développement porté par les institutions post-coloniales et une partie importante de ce qu'on appelle " la coopération ".

Ces voies qui mènent à un mieux-vivre au Sahel passent inévitablement par une responsabilisation accrue des individus et des communautés qui leur permettrait de s'investir dans des projets dont ils seraient les initiateurs et les gestionnaires, en vue d'atteindre à leur autonomie économique et politique. Cette démarche nécessite une profonde prise de conscience devant conduire à la rupture avec la passivité et la résignation face à la réalité de la domination politique. Rupture avec cette fatalité ambiante, état d'esprit plus certainement hérité de 150 ans de domination française que d'une prétendue " mentalité africaine " homogène et molle.

Le grand problème auquel se heurtent actuellement les peuples est que cette déliquescence de l'Etat ne touche que ses fonctions sociales et absolument pas ses fonctions répressives qui lui permettent de demeurer un relais plus efficace que jamais de la politique extérieure de la France, et notamment dans la défense des intérêts économiques des réseaux du pays susnommé. Ce n'est plus un secret pour

personne, il suffit aujourd'hui de consulter la chronique judiciaire pour se le rappeler (cf. affaires Pasqua, J.-C. Mitterand, .Elf, etc.). Les Etats africains sont d'ailleurs des relais d'autant plus efficaces qu'ils se trouvent " débarrassés " des " charges " que représenteraient les missions d'éducation et de santé et qu'ils peuvent désormais se permettre d'exporter leurs matières premières à des prix dérisoires — ce qui, convenons-en, fait la prospérité de nos sociétés dominantes —, d'investir dans le remboursement de la dette à croissance exponentielle — même remarque — et dans l'équipement des armées servant à protéger ces régimes et assurant la logistique de trafics en tout genre. Moyens par lesquels la métropole continue de piller plus subtilement mais non moins intensément ses colonies, plus de 40 ans après les avoir déclarées indépendantes.

Je veux bien sûr parler de choses très précises et ce point de vue est évidemment fondé sur une expérience personnelle de l'intervention associative en matière de santé et d'éducation au Burkina Faso. Dans ce pays, l'Etat — dont les dirigeants sont à la tête de fortunes dont aucun de leurs administrés ne peut en réaliser l'ampleur tant elles dépassent toute conception commune — ne prend plus en charge la construction et l'équipement des écoles, collèges, lycées, dispensaires et hôpitaux depuis qu'il prend en charge l'organisation des échanges entre la France et les guérillas Libériennes puis Sierra Léonaises : armes dans un sens, diamants² et bois précieux dans l'autre, le tout en " valise " diplomatique via l'aéroport de Ouagadougou.

La réforme de l'Etat en Afrique, pudiquement appelée " ajustement structurel ", ne concerne pas ses activités mafieuses et est visiblement organisée par ses créanciers : Etat français (40 milliards de FF/an qui alimentent les fortunes des dirigeants et la dette supportée quotidiennement³ par les peuples), FMI, Banque Mondiale. Elle vise à concentrer ses forces en limitant strictement son champ d'intervention à la défense des intérêts des anciens Maîtres. Au Burkina Faso, " Pays des hommes intègres " (*sic*), ce mouvement s'est initié le 15/10/87 avec l'assassinat de Thomas Sankara président " ennemi de la France " (dixit F. Mitterand) qui avait commis la grave faute de placer les intérêts des paysans au centre de sa politique. Son assassinat fut directement orchestré depuis le palais présidentiel de l'ivoirien Houphouët, " ami de la France " s'il en est. Ce qui tombe fort bien puisque les camions burkinabés en route pour la Sierra Leone doivent passer par la Côte-d'Ivoire qui sert aussi de refuge aux rebelles.

On comprend aisément que, dans un tel contexte, les sociétés n'ont plus rien à attendre de leurs Etats, vulgaires instrument de domination, et qu'elles ne peuvent plus compter que sur elles-mêmes... et peut-être sur quelques ONG vraiment issues de la société civile et ancrées en elle, et qui savent s'occuper de politique — assurément les populations sont confrontés à des problèmes politiques et les solutions seront politiques⁴. Il ne s'agit en somme que de banalités de premier ordre, mais il est important de le saisir et, au fil des expériences, c'est de plus en plus en ces termes que je définis mon propre engagement au Sahel.

² L'une des plus importantes réserves de diamants au monde se trouve toujours entre les mains des rebelles de Sierra Leone dont les différentes factions s'en disputent le contrôle... " ils tiennent la Sierra Leone utile ", selon l'expression d'Ahmadou Kourouma (2000).

³ Citons à ce titre un fait d'actualité au Burkina : suppression de toute bourse d'enseignement secondaire dès la présente rentrée 2001.

⁴ " Vaincre la faim est un objectif politique, atteignable si nos représentants décident d'en prendre les moyens. Objectif ni plus ni moins utopique, en somme, que l'abolition de l'esclavage, l'école gratuite ou la sécurité sociale. " Verschave, 1998 :41.